

Rencontre GDN de Noizay

le 25 février 2019 19h-21h

Fiche de restitution

Le grand
débat national

Nombre de participants : 29 personnes.

Salle mise à disposition par le Maire.

Accueil par Pierre Morin, adjoint au Maire qui excuse l'absence du Maire, Jean Pierre Vincendeau, du Député, Daniel Labaronne et se place en « écoutant ».

Animation par deux modérateurs.

Ambiance sereine avec une véritable écoute, le respect de la charte, environ 69 interventions. Avec des constats parfois sévères et aussi des propositions. Chacun a pu s'exprimer, toutes les opinions, toutes les idées ont été entendues. Les participants sont sortis satisfaits d'avoir pu prendre la parole. Les sujets abordés sont très divers et reflètent les préoccupations essentielles de nos concitoyens.

Fiscalité et dépenses publiques : Il faudrait redonner du pouvoir d'achat aux retraités. En favorisant l'aide à la personne, baissant la TVA des artisans pour leur permettre de créer des emplois, faisant des efforts sur le livret A, le LDD et le PEP pour les petits épargnants et en augmentant les retraites du privé. On aussi pourrait diminuer le nombre de parlementaires et plafonner les salaires des hauts fonctionnaires, des cadres de Bercy, des élus qui cumulent. Ceux-ci devraient être exemplaires et justifier leurs temps et leurs dépenses. Le train de vie de l'Etat exaspère les gens.

Organisation de l'Etat. Il faut garder les services publics pour que le milieu rural continue à vivre. Ils sont garants de l'égalité et il est indispensable de les préserver. Où trouver l'argent ? Il est important d'anticiper les problèmes de dépendance. Quelle place accorde-t-on la personne âgée dans nos familles et dans la société ? Il faut repenser le système. La colère des GJ doit être entendue mais ils doivent comprendre que si l'économie baisse, ils en seront les 1eres victimes. L'organisation administrative n'est pas efficace. Il y a trop d'échelons dans le millefeuille. Le découpage régional doit être revu : par exemple la Nouvelle Aquitaine est beaucoup trop grande avec des populations très différentes. La dématérialisation pénalise les anciens mais aussi les jeunes. Les plateformes où on n'a pas d'interlocuteur sont une catastrophe. Proposition : mettre un référent dans chaque mairie pour accompagner.

Démocratie et citoyenneté : Comment lutter contre l'abstention ? Il faudrait rendre le vote obligatoire mais avec quelles sanctions ? L'expérience en entreprises montrent que les votes professionnels n'ont pas plus de succès. Les enquêtes publiques n'ont pas toujours beaucoup de réponses non plus. Beaucoup de lois sont votées sans que l'on voie les décrets d'application. Il y a du ménage à faire. Le référendum n'est pas toujours pris en compte : exemple le « Non » à l'Europe de 2005. Ce fut un déni de démocratie et lorsque l'Etat ne respecte pas sa parole, il y a perte de

crédibilité et de confiance. Il y a une désaffection générale. L'offre politique n'est pas satisfaisante. Il faut essayer de rendre le vote utile et motivant. Les élections municipales dans la proximité fonctionnent mieux. Il y a un travail pédagogique à faire. Il appartient à chacun de s'engager.

Quelques pistes pour remobiliser les citoyens : L'éducation civique plus importante à l'école, faire plus d'histoire, acquérir une culture générale qui permette de décrypter les informations. La suspension du mandat des élus qui ne sont pas intègres. L'instauration de 25% de proportionnelle qui permettrait d'augmenter la représentativité et peut être d'améliorer la participation. Le scrutin organisé par les chambres d'agriculture a montré que le vote par internet est peut-être une piste maintenant sécurisée. Mais attention à ne pas aggraver la fracture numérique. On peut créer un vote dématérialisé et avec un lieu repère qui permet d'aider les plus démunis, une sorte « d'informaticien public ». Pour améliorer le participatif, les votations suisses fonctionnent bien et constituent une respiration démocratique.

Transition écologique : La taxe sur les carburants proposée par le gouvernement revenait à faire payer aux ruraux un impôt supplémentaire pour se rendre au travail. En plus, elle pénalisait fortement les PME. Il faut arrêter de « punir » les voitures. Taxer les transports comme l'avion, les cargos, gros consommateurs et pollueurs pourrait favoriser une relocalisation de nos industries.

Que faire d'une voiture diesel de 10 ans ? Faut-il la changer ? Le choix est difficile entre l'électrique qui n'est pas forcément la bonne réponse malgré les progrès sur les batteries et la recherche qui avance vite car cela déplace la pollution vers la Chine, l'hydrogène qui n'est pas prêt... Il faudrait une politique énergétique sur du long terme. Dans le cadre du plan climat, il existe des groupes de travail et une vraie mobilisation sur la mobilité, les déchets, l'énergie. Ce travail entre actuellement dans une phase d'action. Les énergies fossiles vont s'épuiser et sont polluantes.

Il faut arrêter d'être punitif et inventer un nouveau modèle avec de l'aide, de l'accompagnement, des filières courtes, des transports en commun. La vraie économie d'énergie, c'est celle qu'on n'utilise pas. L'isolation est un excellent exemple.

A la fin de cette séquence, les modérateurs ont remercié les participants et les ont invités à consulter la documentation de la plateforme granddebat .fr, à remplir eux-mêmes des questionnaires.

Fait à Noizay le 25 février 2019